

POINT DE VUE

Recherche : la France n'investit plus assez pour garder son rang

Fauteuil ou strapontin ? Quelle place notre pays veut-il occuper demain sur la scène scientifique mondiale ? La question se pose aujourd'hui alors que la stagnation des budgets nous affaiblit peu à peu dans un contexte international de plus en plus compétitif.

Alain FUCHS

Décembre a été un mois faste en célébrations pour la recherche française. On l'a vue briller à Stockholm lors de la cérémonie de remise du prix Nobel de chimie à notre collègue Jean-Pierre Sauvage, couronné avec J. Fraser Stoddart et Bernard L. Feringa pour leurs travaux sur la conception et la synthèse de machines moléculaires. Elle a été célébrée sous les ors de la Sorbonne à Paris à travers Claire Voisin, une grande mathématicienne au sein d'une communauté française de tout premier rang mondial, qui vient de se voir décerner la médaille d'or 2016 du CNRS.

L'excellence scientifique, dans notre pays, n'est pas un mot creux : elle est incarnée et bien vivante. Ces exemples, et bien d'autres encore, comme le rang que tiennent les opérateurs scientifiques nationaux (CNRS, Inserm, CEA) dans des classements tels que Nature Index ou le Reuters Top25 Global Innovators, montrent que la France occupe une place à part entière sur la scène scientifique mondiale. Une place de choix et pas un strapontin. Mais pour combien de temps encore ?

Car la question qui se pose est bien de savoir si la recherche française va se maintenir à ce niveau ou si elle va décrocher. Quand la Corée, « jeune » pays en matière de recherche de base, a augmenté la part de son PIB consacrée à la recherche de 2,63 % en 2005 à 4,29 %

en 2014, notre vieux pays est à la peine en enregistrant une augmentation de 2,04 % à 2,24 % sur la même période, selon la Banque mondiale. Tandis que, le 3 novembre dernier, le président François Hollande estimait tout juste « atteignable et réaliste » l'objectif des 3 % du PIB d'ici à dix ans.

Outre que cette perspective nous éloigne de celle fixée par la stratégie Horizon 2020, qui prévoit que l'Union européenne consacre 3 % de son PIB à la recherche en 2020, signalons que notre voisin allemand, doté d'un budget dédié à la recherche qui a bondi de 75 % en dix ans, y est déjà quasiment parvenu. Si ce

Les prix Nobel d'aujourd'hui résultent des investissements d'hier

cap est maintenu, les dépenses de recherche en Allemagne atteindront alors près de 4 %, creusant encore l'écart avec la France.

Force est de constater que la « priorité à la recherche » et la « sanctuarisation » des budgets invoquées dans les discours ont souvent du mal à se frayer un chemin dans la réalité. En période de contraintes budgétaires, la tentation est forte de rogner dans nos enveloppes, en laissant entendre dans l'opinion que les organismes de recherche disposent d'un « matelas » financier. L'épisode de l'annulation de crédits traversé il y a quelques

mois en témoigne : l'émotion de huit grands scientifiques français estimant, dans une tribune publiée par *Le Monde* le 23 mai 2016, qu'une perte sèche de 256 millions dans les laboratoires fragiliserait la recherche pour de longues années a contraint le gouvernement à renoncer à son projet.

Mais la tentative montre la précarité de notre édifice. Elle montre aussi que le maintien du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, si souvent évoqué, aboutit année après année à une stagnation dommageable dans un contexte de compétition internationale qui s'accroît à mesure des enjeux. Cette année encore, l'augmentation de 850 millions d'euros concédée au budget de l'enseignement supérieur et de la recherche permet essentiellement d'assurer la hausse du point d'indice accordée aux fonctionnaires. Ces 850 millions ne changeront quasiment rien à la réalité des laboratoires.

Contraint de contenir l'évolution de sa masse salariale depuis 2010, le CNRS s'est fait fort de maintenir un recrutement honorable de 307 chercheur·es et de largement plus de 300 ingénieur·es et technicien·es. Depuis six ans, je me suis battu pour continuer d'assurer le renouvellement des générations. Car fermer les portes des laboratoires, c'est décourager les jeunes qui veulent entreprendre des études scientifiques, c'est désespérer les